

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

Pour une explosion sociale salutaire

Nous aussi, mettons le feu aux poudres !

24 h de grève générale, c'est insuffisant face à Sarkozy, et il faut donner des suites rapides à la journée du 19 mars. L'aggravation de la crise, notamment en ce qui concerne les licenciements, rend urgente la construction d'un front social de lutte contre le pouvoir des capitalistes et de l'Etat. Pourquoi ce qui a été possible en Guadeloupe ne le serait-il pas en France ?

Le succès de la grève générale du 29 janvier est à mettre au crédit du ras le bol généralisé contre Sarkozy mais aussi de l'unité syndicale et de l'affirmation des anticapitalistes.

Toutefois, contrairement à ce qui se passe aux Antilles, les perspectives d'action sont limitées. Les syndicats français ont choisi de temporiser malgré des manifs plus massives et revendicatives qui ont montré la force potentielle des travailleurs. Cela a permis au pouvoir de reprendre la main en imposant des pseudo négociations à froid, ce qui contraste fort avec le mouvement de grève générale en Guadeloupe et Martinique...

Suivre l'exemple antillais !

Ce mouvement est exemplaire de ce qu'un syndicalisme de lutte puissant, agissant pour un front social massif et combatif, peut permettre. C'est la première fois depuis 68 qu'un mouvement populaire contraint le pouvoir à négocier sur la base des seules revendications syndicales, par une grève de masse illimitée. Belle démonstration de la pertinence stratégique de construire un " front social de l'égalité et de la solidarité ", auto organisé et offensif, perspective qu'Alternative Libertaire s'efforce de populariser depuis des années. Réussite peu étonnante quand on sait que le syndicalisme de lutte pèse bien plus en Guadeloupe.

Les responsabilités des syndicats de lutte

En France, c'est aussi le syndicalisme de lutte qui doit mener campagne dans les entreprises et services publics pour la grève générale illimitée et les actions de blocage, pour l'unité d'action à la base, pour des revendications unifiantes et offensives. Il est urgent que les équipes syndicales de lutte s'affirment, se donnent de la visibilité, et tentent de se coordonner comme l'ont fait publiquement, mais de façon encore ponctuelle, des équipes CGT, SUD, FSU, à l'échelle d'un secteur (automobile), d'une ville (Rennes, le Havre), ou d'une région (Nord Pas de Calais). Comme en Guadeloupe, il faut créer partout des collectifs impulsés par les syndicats de lutte, ouverts aux associations de lutte et intégrant les organisations politiques à titre de soutien.

Porter des revendications unifiantes et offensives contre le capitalisme

Il y a aussi nécessité de mettre en avant des revendications claires et unifiantes permettant de cristalliser le ras le bol, d'entraîner des luttes, et de construire un tel front social. Et il faut s'attaquer aux causes mêmes de la crise actuelle, à savoir la rémunération du capital au détriment du travail, la toute puissance des patrons et actionnaires :

- hausse immédiate de 300 euros des salaires, pensions et minima sociaux, SMIC à 1500 euros
- blocage des dividendes des actionnaires et leur redistribution
- droit de veto des salarié-e-s sur les licenciements, réquisition et autogestion des entreprises qui licencient
- baisse du temps de travail à 32h sans perte de revenu ni flexibilité, avec embauches correspondantes
- réquisition des logements vides et blocage des loyers et des prix des produits de base
- régularisation de tou-te-s les sans papiers...

Regrouper les militant-e-s anticapitalistes pour peser

Il est enfin nécessaire de construire des fronts regroupant les militants anticapitalistes afin de peser dans la bataille idéologique contre le pouvoir, pour articuler mesures d'urgence et de rupture avec le capitalisme, afin de soutenir ou d'impulser des luttes, des solidarités sur un terrain extra parlementaire. Car il n'y a rien à attendre d'un "front de gauche" électoral et sans effet sur le pouvoir du capital. Un des moyens de mener ce combat est aussi de renforcer Alternative Libertaire, afin de porter ces axes stratégiques offensifs et unitaires.



Le mensuel
disponible
en kiosque

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

17 mars 2009